

# Le MCG et l'UDC agitent le parlement sur la question de l'asile

**GRAND CONSEIL** • En réponse à cette séance extraordinaire, le collectif Stopexclusion a organisé une collecte de vêtements en faveur des réfugiés devant l'Hôtel de Ville.

**ERIC LECOULTRE**

Arrivés groupés, les députés MCG doivent essayer les sifflets de la centaine de personnes présentes à l'entrée de l'Hôtel de Ville, participant à une collecte de vêtements organisée par Stopexclusion. Le ton est donné, ce vendredi après-midi, pour cette séance extraordinaire du Grand Conseil convoquée par le MCG et l'UDC. Au programme: trois résolutions signées par ces deux partis et un thème central, l'asile (lire ci-dessous). Les débats sont électriques. Au final, deux textes sont refusés, un autre est renvoyé en commission.

Mais les manifestants présents à l'extérieur ne se contentent pas d'houspiller certains élus. Peu de temps après le début des discussions, une vingtaine d'entre eux, dont certains candidats d'Ensemble à gauche pour les prochaines élections fédérales, se lèvent dans la tribune du public et brandissent bruyamment une banderole marquée «refugees welcome» (bienvenue aux réfugiés). Scandant plusieurs slogans demandant la régularisation des sans-papiers, leur intervention provoque le départ des élus du MCG et de l'UDC et la suspension de la séance pendant une quinzaine de minutes. Tout d'abord dépassés, les policiers parviennent à faire sortir les manifestants, dans le calme.

Les débats reprennent, sans que l'ambiance ne soit apaisée. Ils se focalisent principalement sur les raisons d'une telle convocation par l'extrême droite de l'assemblée. «Nous assistons à une gesticulation électorale à deux semaines du scrutin fédéral, déplore Alexandre de Senarclens, député PLR. Le but de cet après-midi est d'occuper le terrain médiatique.» Pour Sophie Forster Carbonnier, des Verts, «cette séance est indigne et met en péril la place de Genève, capitale mondiale de l'humanitaire, dans le monde».

## «Cessons les calculs d'épicier»

Sur le fond, la première proposition du MCG de réallouer une partie du budget pour l'aide au développement au profit de l'aide d'urgence sur place, est combattue

par plusieurs métaphores. «Elle invite à traiter les effets plutôt que les causes, à garder l'ambulance, tout en détruisant l'hôpital», lance Pierre Gauthier, d'Ensemble à gauche. «En pleine épidémie, le MCG veut stopper les vaccinations», poursuit Béatrice Hirsch, députée PDC. Pour Mauro Poggia, magistrat chargé des Affaires sociales, la résolution du MCG poursuit les mêmes objectifs que la politique du Conseil d'Etat, à savoir «aider en priorité les personnes qui se trouvent dans une situation d'urgence». Le texte est refusé par 58 «non» contre 30 «oui».

La deuxième résolution ne subit pas le même sort. Elle émane de l'UDC et vise à diminuer la part de réfugiés (5,6%) imposée par la Suisse à Genève. «Cessons les calculs d'épicier, qui ne sont que des stratagèmes pour attiser la peur», attaque Lisa Mazzone, député verte. Bertrand Buchs, du PDC, veut relativiser l'effort de la Suisse, citant les 1,5 million de réfugiés accueillis par le Liban. «Il n'est pas question de dispenser Genève d'un devoir de solidarité face à cette crise humanitaire», ajoute Jean Batou, député d'Ensemble à gauche. Les députés semblent se diriger vers un

nouveau refus, avant que Cyril Aellen, élu PLR, ne prenne la parole: «Nous ne nous accordons pas sur les motifs de ce texte, mais il relève toutefois les préoccupations des Genevois que nous rejoignons. Le débat sur cette question est légitime.» Le vote du PLR permet à la résolution d'être renvoyée en commission (45 voix contre 44).

## Les quotas de l'UE en cause

La tension retombe un instant lors du traitement du troisième texte, qui s'oppose aux quotas de l'Union européenne (UE). Juste le temps pour le député MCG Eric Stauffer, d'invectiver un journaliste de la Julie, présent dans la tribune de presse.

«Comment pourrions-nous être crédibles en votant un texte qui stipule que Genève n'a plus les moyens d'accueillir plus de migrants», s'interroge Roger Deneys, député PS. «L'effort que nous demande l'UE reste inférieur à ce que fait actuellement la Suisse», conclut Pierre Maudet, conseiller d'Etat chargé de la Sécurité. Les députés, visiblement fatigués d'avoir tant crié, entendent le texte par 58 «non» contre 27 «oui» et deux absences. I

## LES TROIS TEXTES DE LA FERMETURE

Récoltant les trente signatures nécessaires pour convoquer une séance extraordinaire, le MCG et l'UDC ont pu établir l'ordre du jour (notre édition du 23 septembre dernier). Seules trois résolutions ont été débattues par les députés. Trois textes de ces deux partis demandant avant tout une limitation de l'accueil des réfugiés. Le premier invite le Conseil d'Etat «à restructurer l'aide au développement en favorisant, avec le même budget, l'aide d'urgence». En clair, diminuer l'aide au développement (sur le long terme) au profit de l'aide d'urgence. «Un effort certes modeste mais immédiat en faveur de personnes en détresse», argumente Eric Stauffer, député MCG, auteur du texte. Les deux résolutions suivantes, rédigées par des élus UDC, somment Genève d'agir auprès de la Confédération pour diminuer les quotas de réfugiés imposés à la Suisse, et donc à Genève. Le canton devant, en effet, assumer 5,6% des migrants accueillis par le pays, le Conseil d'Etat est invité à faire baisser cette proportion et à adapter le montant des indemnités versées par Berne pour couvrir tous les coûts issus de la prise en charge des requérants d'asile. Le gouvernement doit également (signifier par écrit au Conseil fédéral sa détermination à refuser des quotas de migrants imposés) par l'Europe. ELE



En réponse à cette séance extraordinaire, le collectif Stopexclusion a organisé une collecte de vêtements en faveur des réfugiés, vendredi, devant le Grand Conseil. ERIC ROSET

## CULTURE ALTERNATIVE

### L'Usine a fait grève

«L'Usine n'en peut plus, l'Usine n'accepte plus!» Vendredi soir, le centre culturel autogéré s'est mis en grève. Les responsables de l'Usine se sont postés dehors avec soupe et bières à prix libre, pour accueillir le public et l'informer.

La raison du courroux? Un différend persistant avec le conseiller d'Etat Pierre Maudet et son Département de la sécurité et de l'économie. Car la Loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD), en pleine refonte, obligera l'Usine à solliciter une autorisation d'exploitation par salle – cinq au total – au lieu d'une seule pour tout le bâtiment. Pour l'Usine, cela revient à nier son caractère pluriel et solidaire au sein d'une même entité. C'est aussi une vision étriquée qui est dénoncée, assimilant à du «divertissement» des lieux culturels dont la viabilité dépend en partie d'une buvette.

Pierre Maudet avait menacé l'Usine de fermeture administrative (notre édition du 23 avril 2014), tandis que la convention tripartite du Théâtre était bloquée, de même qu'un don de la Loterie romande. En mai dernier, un compromis avait été trouvé avec M. Maudet et sa collègue Anne Emery-Torracinta, l'Usine consentant à déposer des demandes séparées en échange d'une autorisation d'exploitation unique, provisoire, qui se fait toujours attendre. L'Usine réclame donc le «respect de l'accord», refuse d'ingérence de Pierre Maudet et appelle M<sup>me</sup> Emery-Torracinta à «sortir de son silence» pour soutenir les milieux culturels. RODERIC MOUNIR

## EN BREF

### PETITE ENFANCE La Maison de la créativité inaugurée

La Maison de créativité située dans l'ancienne annexe du MEG à Conches (GE) a été officiellement inaugurée samedi matin. Cet espace d'expression et de création est destiné aux enfants de moins de 6 ans et à leurs familles, aux institutions de la petite enfance et aux artistes. Des espaces thématiques invitent les petits à explorer différentes matières et techniques. Au rez-de-chaussée se trouvent des salles consacrées au bois et aux déguisements notamment. A l'étage, une pièce est dévolue à la construction de cabanes avec du «bric et du broc». Un atelier avec des aimants permet de laisser libre cours à l'imagination. Il y a aussi des jeux avec des parcours de balles. Une salle de graphisme consacre un mur entier à la peinture. Les activités sont encadrées par une éducatrice et des animateurs culturels. ATS

## EN BREF

### LA CENTRALE DE CHANCY-POUGNY FÊTE SES 90 ANS

**PATRIMOINE** Situé sur la partie franco-suisse du Rhône, le barrage de Chancy-Pougny fête ses 90 ans. D'importants travaux sont en cours pour moderniser ce fleuron du patrimoine industriel. Du côté suisse, sur la rive gauche du Rhône, une porte de près de cinq mètres de haut donne accès à la salle des machines. «Cette entrée est à la dimension des turbines», a expliqué vendredi Michel Novelle, responsable du projet de rénovation et d'aménagement pour la Société des forces motrices de Chancy-Pougny qui exploite le barrage. Cinq machines, composées d'un alternateur, d'un rotor et d'une turbine se trouvent dans ce bâtiment. Quatre d'entre elles ont été remplacées ces dernières années. ATS

# Une soirée pour les ouvriers agricoles d'Almería

**AGRICULTURE** • Plus de cent cinquante personnes étaient réunies vendredi soir aux Bains des Pâquis pour soutenir les migrants exploités dans les plantations.

**FLORIAN ERARD**

Vendredi soir aux Bains des Pâquis, à Genève, le public a vu s'approcher des embarcations de migrants et une patrouille de Frontex – l'agence européenne surveillant les frontières extérieures. Une fois sur la terre ferme, les migrants étaient attendus par des patrons d'exploitations agricoles avec une promesse de salaire de 5 euros, très vite revue à la baisse. «C'est une réalité, commente Noé Graf, président de la Plateforme pour une agriculture socialement durable. Les conventions collectives exigent un salaire quotidien de 33 euros. Le plus souvent, les travailleurs en reçoivent 20.»

Organisée par le Comité de soutien aux ouvriers et ouvrières migrants du sud de l'Espagne ainsi que par la Plateforme pour une agriculture socialement durable, la soirée a réuni plus de cent cinquante personnes. Les organisateurs souhaitent rassembler une somme suffisante pour permettre au Syndicat des ouvriers agricoles (SOC) l'acquisition d'une voiture. «Les secrétaires du SOC doivent sillonner plus de 80 000 hectares pour rencontrer les ouvriers agricoles, une voiture est donc indispensable pour eux qui ont déjà très peu de



Des embarcations de migrants et une patrouille de Frontex ont posé le cadre pour rappeler la situation des migrants dans le sud de l'Espagne. FED

moyens», explique Noé Graf. A 21 heures, la somme nécessaire était déjà atteinte.

Dans les plantations de fruits et légumes de la zone d'Almería, on dénombre 120 000 travailleurs et travailleuses, dont beaucoup de migrants arrivés sur des embarcations de fortune ou accrochés sous des camions. Parmi eux, pas moins de 40 000 sans-papiers.

Si le climat n'est pas toujours aussi clément que l'on pense – hivers froids et humides –, les conditions de vie sont inhumaines. «Certains vivent dans des abris construits à base de bâches inutilisées et imprégnées de pesticides», raconte Christophe Chamartin, photographe de presse qui s'est rendu dans la région.

Il se souvient d'avoir vu l'exploitation tant de la terre que des travailleurs: «Ces cinquante kilomètres de serres en plastique sont une prison dont les paysans ne peuvent sortir – ils sont dans l'attente d'être employés pour une journée, le travail se faisant sur demande. Pis, ils sont isolés. Dans les villes, les bars ne servent rien aux gens de couleur», se rappelle-t-il avant de raconter son souvenir le plus choquant. Celui de très jeunes filles qui, dans les cahutes des plantations, se prostituent pour 5 euros.

**De plus**, la région d'Almería est peu propice au travail syndical: les représentants sont régulièrement intimidés, sans que la justice ne soit forcément de leur côté. Noé Graf reste pourtant optimiste: «La solidarité à l'étranger prend de l'ampleur, cette soirée de soutien en est un exemple.» I